COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

LA VILLE N'EST PAS À VENDRE : STOP À LA PRIVATISATION DES TERRAINS PUBLICS

Montréal, le 19 mars 2026 — Face à la crise du logement qui s'aggrave, des organismes dénoncent un virage inquiétant : la privatisation croissante de sites publics au profit de projets immobiliers privés, au détriment des besoins réels de la population. Une action de visibilité se déroulera devant le bâtiment de l'Hôtel-Dieu de Montréal le 19 mars à 20 heures.

La Corporation de développement communautaire du Plateau-Mont-Royal (CDC PMR), le Comité logement du Plateau Mont-Royal (CLPMR) et le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) unissent leur voix pour réclamer un changement de cap clair : les terrains et bâtiments publics doivent servir en priorité à la création de logements sociaux.

Un désengagement public aux conséquences bien réelles

Partout à Montréal, les organismes constatent un recul du rôle de l'État dans le développement urbain. En laissant davantage de place au secteur privé, les gouvernements font le choix d'accentuer la crise de l'abordabilité. « Pendant qu'on mise sur le marché privé pour régler la crise du logement, la situation des locataires continue de se détériorer, les mettant à risque réel de précarité résidentielle ou d'itinérance », dénonce Maxime Claverie du CLPMR.

L'Hôtel-Dieu : un symbole des choix à faire

Les organismes ont choisi de lancer leur action au site de l'Hôtel-Dieu de Montréal, l'un des derniers grands terrains publics du quartier. Pour eux, ce lieu représente une occasion unique de répondre à des besoins urgents : logements sociaux, services communautaires et espaces accessibles à tous.

Rappelons que durant la pandémie, une partie du site a été transformée en refuge pour personnes en situation d'itinérance — une réalité qui est intimement liée à la crise du logement à l'heure actuelle. Selon un portrait récent, les principales causes de l'itinérance dans le quartier sont désormais les évictions et l'incapacité de payer son loyer (CDC PMR, 2024). Pour les organismes, l'avenir de sites publics comme l'Hôtel-Dieu représente une occasion unique de répondre à des besoins collectifs urgents, notamment

par la création de logements sociaux, de services communautaires et d'espaces accessibles à la population. « Un site public aussi important que l'Hôtel-Dieu doit servir l'intérêt public — et aujourd'hui l'intérêt public, c'est le logement social » souligne Anaïs Hélie-Martel de la CDC PMR.

Privatisation en cours : un modèle à rejeter

Pendant ce temps, des sites publics passent déjà aux mains du privé. C'est le cas de l'Institut des Sourdes-Muettes, où le promoteur Résidia prévoit construire deux tours d'environ 800 unités de condominium.

Pour les organismes, ce type de développement ne répond ni aux besoins réels de la population locale, ni à réduire les effets de la crise du logement. Il contribue plutôt à l'embourgeoisement du quartier et à l'accélération de la hausse des loyers environnants. « Si même un site comme l'Institut des Sourdes-Muettes ne sert pas à répondre à la crise du logement, alors à quoi servent nos sites publics? » questionnent les organismes.

Ils rejettent également le mythe du « ruissellement », selon lequel construire plus de logements pour les plus fortunés profiterait à toute la population. « Cette logique ne tient pas la route, surtout quand les plus fortes hausses surviennent lors des changements de locataires et qu'il n'y a pas de registre public des loyers pour au moins limiter ce phénomène », affirme Carl Lafrenière du FRAPRU.

Une solution claire : du logement social, maintenant

Pour les groupes, la solution est sans équivoque :
👉 construire massivement du logement social sus différentes formes
👉 prioriser les coopératives et les OBNL d'habitation portés par les communautés
👉 protéger et réhabiliter le patrimoine bâti public, notamment en adaptant les programmes pour faciliter le recyclage de tels bâtiments

Ces modèles sont les seuls à garantir des loyers réellement abordables et durables pour les ménages les plus touchés par la crise. C'est seulement comme cela qu'on sortira de cette crise.

Ils concluent avec un message sans ambiguïté : « Quand la ville achète un terrain avec l'argent public, il doit rester au service du public ».

Organismes signataires :
Comité logement du Plateau Mont-Royal
Corporation de développement communautaire Plateau-Mont-Royal
Front d'action populaire en réaménagement urbain

Contact média :
Anaïs Hélie-Martel (CDC PMR)
(438) 777-9821
tabledequartier@cdcpmr.org

Maxime Claverie (CLPMR)
(438)519-2662
clplateau@clpmr.com

Carl Lafrenière (FRAPRU)
(514) 625-8393
carl@frapru.qc.ca